



Pantin, le 18 novembre 2008

Messieurs les parlementaires,

L'actualité récente a impliqué deux élus de la République sur des questions liées à l'homosexualité et aux représentations négatives de celle-ci. L'homophobie ayant des répercussions en termes de Santé Publique, nous en appelons par la présente lettre à la responsabilité des élus en matière de prise de position publique.

Monsieur Vanneste avait été condamné pour injure homophobe par la Cour d'Appel de Douai le 25 janvier 2007, pour avoir considéré publiquement que l'homosexualité est inférieure à l'hétérosexualité et qu'elle constitue « *une grave menace pour la survie de l'humanité* ». La Cour de Cassation vient de casser ce jugement. Si nous pouvons le regretter, nous ne nous positionnons pas sur le jugement d'une cour souveraine dans ses décisions.

Monsieur Longuet en juillet dernier au Sénat, au sujet d'une campagne de sensibilisation de l'éducation nationale sur l'homosexualité a déclaré : « *C'est extrêmement réjouissant de savoir que l'on promeut en effet des formes nouvelles de sexualité dans l'école et qu'on combat en même temps la pédophilie. Il y a quand même un moment où il faut savoir sur quelles valeurs on s'arrête...* ».

Nous sommes évidemment très choqués que de tels propos puissent être exprimés publiquement, par des élus de la République, en dépit des avancées législatives des dernières décennies, initiées de surcroît par l'actuelle majorité présidentielle à laquelle appartiennent Messieurs Vanneste et Longuet.

Mais voulant dépasser l'émotion suscitée par de tels propos, nous préférons nous focaliser sur ce qu'ils révèlent de la méconnaissance des enjeux liés à l'homosexualité en matière de Santé Publique :

- Il a été prouvé maintes fois que la lutte contre l'exclusion et l'homophobie n'est pas seulement une composante mais un véritable préalable au développement de la Santé Publique.  
« L'homophobie continue à alimenter la diffusion du VIH » comme l'a souligné le directeur de l'International AIDS Society, Craig Mc Clure, lors de la Conférence Internationale de Mexico en août dernier.  
Un homosexuel masculin a environ cent fois plus de risques de devenir séropositif que la population générale adulte dans notre pays. Non pas parce que les homosexuels masculins rejettent la prévention, mais bel et bien parce que homosexuels et hétérosexuels ne sont pas égaux face au VIH/sida.
- Sur la question du suicide : 19 % des jeunes gays ont fait une tentative de suicide au cours de leur vie, soit six fois plus que la population générale masculine (Enquête Dialogai). Ce n'est pas une fatalité, mais assurément une injustice.

Nous en appelons donc à la responsabilité des élus de la République dans la tenue de tels propos, qui contribuent, en stigmatisant une population qui aurait plus besoin d'être soutenue efficacement dans ses efforts en matière de prévention et d'acceptation de soi, au développement de l'épidémie de VIH/sida.

Bruno SPIRE,  
Président.